



## **Nous exigeons le retrait du projet de loi dit de « sécurité globale »**

***Pour la liberté d'information et de manifestation ! Contre le projet de loi liberticide !***

Le mardi 17 novembre a commencé l'examen par l'assemblée nationale de la proposition de loi dite de « sécurité globale ». Depuis la parution de cette proposition de loi, de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme et des libertés individuelles et collectives ont condamné ce projet liberticide (CNDHC, CNIL, Défenseurs des droits, ligue des droits de l'homme, etc...).

**Pour les Unions Départementales FO, CGT, FSU et Solidaires de l'Eure ce projet de loi entraîne notre démocratie vers un régime de plus en plus autoritaire. Elles le condamnent et demandent le retrait pur et simple de ce projet de loi portant atteinte aux libertés publiques, à la démocratie, et à l'Etat de droit.**

**Les Unions Départementales FO, CGT, FSU et Solidaires de l'Eure s'opposent et revendiquent le retrait du projet de loi dit de « sécurité globale ».**

Parmi les nombreuses propositions dangereuses de ce texte, trois articles vont limiter la liberté de manifester et d'informer dans des proportions injustifiables :

L'article 21 concerne les caméras portables qui équiperont toutes les patrouilles de police et de gendarmerie. Les images de ces caméras piétons pourraient être exploitées en temps réel, sans objectif explicite, mais avec le risque patent de servir à la reconnaissance faciale des manifestants-es et des passants-es. C'est une atteinte disproportionnée au droit à la vie privée.

L'article 22 autorise la surveillance par drones. Une telle surveillance entraînerait une capacité de surveillance généralisée de l'espace public, contribuant à la collecte massive et indistincte de données à caractère personnel, ne laissant plus aucune place au respect du droit à la vie privée et ne pouvant avoir qu'un effet délétère sur la liberté d'expression et de manifestation. Pour mémoire, durant le 1<sup>er</sup> confinement, le Conseil d'Etat avait censuré cette mesure.

L'article 24 vise à empêcher la population et les journalistes de diffuser des images du visage de fonctionnaire de police ou de gendarmerie. Le seul effet d'une telle disposition sera d'accroître le sentiment d'impunité de certains policiers violents et, ainsi, de multiplier les violences commises illégalement en manifestation notamment.

Bien d'autres articles posent problème dans ce projet de loi. Réécrire l'article 24 ne suffira pas à faire retomber la colère.

Enfin, lors des discussions sur la loi de programmation de la recherche (LPPR) s'est glissé un article punissant l'occupation des campus universitaires de peines allant jusqu'à 3 ans de prison et 45.000 € d'amende ! Le gouvernement remet en cause les libertés syndicales et le principe même de la liberté d'expression sur les campus.

Bien que le gouvernement ait délibérément maintenu ces débats parlementaires en pleine période de confinement, nous refusons que nos libertés nous soient arrachées.

Attachés aux libertés fondamentales d'informer et de manifester, nous exigeons que le projet de loi liberticide sur la « sécurité globale » soit abandonné !

*Evreux, le 2 décembre 2020*

***Tous au rassemblement à l'appel des syndicats  
FO – CGT – FSU et Solidaires de l'Eure  
le 5 Décembre à 10h30 place de la mairie à Evreux  
contre le projet de loi dit de « sécurité globale » !  
avec respect des mesures barrière et port de masques***